

stratégie L'usage abusif d'Interpol par Pékin

SCILLA ALECCI ET ICIJ
(ADAPTÉ PAR JO.MA. ET A.SE.)

souhaité nous répondre.

Un autre nom sur la liste divulguée fait quant à lui référence à un média en ligne Vitamin B News, qui s'adresse à la diaspora chinoise en français, en anglais et en mandarin. Sur des questions sensibles telles que le Xinjiang et le Tibet, le site relaie très clairement la position officielle chinoise au travers de ses articles. Dans certaines publications, la question du droit des Ouïghours est, par exemple, considérée comme un « faux problème » créé par les « forces antichinoises à l'étranger ». Enregistrée à Vilvorde, l'ASBL à l'origine du site web n'a pas répondu à nos questions.

Chambre du commerce

Des sources liées au milieu du renseignement indiquent que la Chambre de commerce Belgique-Chine (BCECC) servirait également les intérêts du Front uni. Fondée en 1987, la Chambre organise des séminaires et des webinaires et encourage le réseautage. En février, pour le Nouvel An chinois, elle a convié 300 personnes au prestigieux Cercle royal gaulois à Bruxelles. L'année dernière, le Premier ministre de l'époque, Alexander De Croo, s'est adressé à l'association lors de son événement du Nouvel An dans un message vidéo.

La BCECC nie fermement tout lien avec le Front uni : « Nous sommes une association belge sans but lucratif financée par les cotisations de nos 500 membres, principalement des entreprises belges et quelques chinoises actives sur le marché belge », affirme le président Bernard Dewit. Il rappelle que l'ASBL, qui compte deux employés, fonctionne principalement grâce « aux subventions du Gouvernement fédéral belge et de Flanders Investment & Trade », sans financement des autorités chinoises. « Lorsque vous traitez avec la Chine, que ce soit sur le plan des affaires ou politique, vous êtes en contact, d'une manière ou d'une autre avec des représentants du PCC », souligne-t-il, étonné que l'ASBL suscite de tels questionnements. « Pour autant, nous ne sommes pas là pour répercuter la politique du parti mais pour ouvrir des portes à nos entreprises. Je ne me vois pas comme un idiot utile du PCC. »

« Frivoles et irresponsables »

Dans une longue réponse au *Soir* et à ses partenaires, l'ambassade de Chine reconnaît le rôle du Front uni à l'étranger mais lui prête des intentions opposées à celles évoquées par les renseignements belges. « Le Front uni, sous la direction du Parti communiste chinois (PCC), vise à renforcer la grande unité du peuple chinois, toutes ethnies confondues, et de tous les fils et filles de la nation chinoise, en Chine comme à l'étranger. Il vise également à promouvoir des relations harmonieuses entre compatriotes, en Chine comme à l'étranger, et à œuvrer ensemble pour la prospérité et le renouveau nationaux, l'harmonie sociale, le bien-être du peuple et l'établissement de relations amicales avec les autres pays. » Elle ajoute : « Le gouvernement chinois exige toujours des citoyens chinois résidant à l'étranger qu'ils respectent les lois et réglementations des pays d'accueil et les coutumes sociales locales. La Chine agit dans la transparence et il n'y a rien de mal à cela. »

Et l'ambassade de conclure : « Le rapport en question publié par la Sûreté de l'Etat belge critique la Chine de manière irresponsable, diffuse de fausses informations sur de prétendues "activités de renseignement" des institutions chinoises, discrédite et désigne comme boucs émissaires les échanges normaux et une coopération normale entre la Chine et la Belgique, sans aucune preuve à l'appui. De tels actes sont extrêmement frivoles et irresponsables. »

Il fait une quinzaine de degrés à peine à Bordeaux en ce jour de printemps 2021 lorsque H., un homme d'affaires singapourien arrêté un mois plus tôt sur le sol français, décroche son téléphone. Il est inquiet, son interpellation est la conséquence d'une notice rouge diffusée par Interpol, la Chine réclame son extradition.

Son interlocuteur n'est autre que Jack Ma, fondateur du site de vente en ligne Alibaba.com et huitième fortune de Chine selon le magazine *Forbes*.

Le milliardaire ne cache pas à son ami qu'il l'appelle à la demande des autorités chinoises, elles voudraient qu'il rentre de son plein gré au pays : « Ils ont dit que j'étais le seul à pouvoir te persuader de revenir », lâche Jack Ma. En octobre 2020, ce dernier avait disparu pendant trois mois de l'espace public, tombé en disgrâce pour avoir critiqué à haute voix les organes de régulation financière de son pays.

Il y a dix ans, le président chinois Xi Jinping a publiquement appelé à intensifier la traque commencée de ceux qu'il désigne comme des citoyens chinois corrompus se trouvant à l'étranger

Les autorités chinoises – ressort-il de documents auxquels l'ICIJ, Radio France et *Le Monde* ont eu accès à la condition que l'anonymat de H. soit préservé – tentaient en réalité de faire témoigner H. dans un dossier de corruption visant un ancien vice-ministre de la Sécurité publique. Une affaire sans lien avec le libellé officiel de la notice rouge diffusée par Interpol à la demande des procureurs de Dongguan, une préfecture de huit millions d'habitants. En réalité, cette notice, qui a donc valu à H. d'être interpellé sur le tarmac de Bordeaux-Mérignac, faisait état d'accusations de blanchiment d'argent dans un scandale de détournement de fonds impliquant une société dans laquelle H. avait investi.

« Ils utilisent l'affaire Dongguan

comme prétexte », déclare H. à Jack Ma lors de la même conversation téléphonique. « Si j'explique clairement ce qu'il s'est passé avec l'ancien vice-ministre, ils ne me poursuivront plus ? Ils vous l'ont assuré ? En ce moment, je ne crois plus personne. » « Je pense que vous n'avez pas d'autre choix », lui répond le créateur d'Alibaba. « Ils vous donnent une chance. Si vous ne revenez pas, ils vous détruiront certainement. » « (...) Je comprends. Je vais y réfléchir. »

Il y a dix ans, le président chinois Xi Jinping a publiquement appelé à intensifier la traque commencée de ceux qu'il désigne comme des citoyens chinois corrompus se trouvant à l'étranger. L'enquête de l'ICIJ et de ses partenaires confirme qu'en réalité, la Chine a utilisé les notices rouges et les ressources d'Interpol pour non seulement cibler des criminels, mais aussi des hommes d'affaires comme H., des critiques du régime, des membres de minorités religieuses réfugiés à l'étranger. Ce volet de l'investigation « China Targets » s'appuie sur des entretiens avec plus de 100 cibles de la répression transnationale chinoise qui vivent aujourd'hui dans 23 pays, ainsi que sur des enregistrements vidéo et audio secrets d'interrogatoires de police, des documents chinois confidentiels et d'autres éléments.

Dans une déclaration à l'ICIJ, Liu Pengyu, porte-parole de l'ambassade de Chine à Washington D.C., a déclaré que « le gouvernement chinois respecte strictement le droit international et la souveraineté des autres pays ».

« Nous devons les traquer pendant cinq, dix ou vingt ans... »

Ce recours massif à Interpol par la Chine est explicitement exprimé en 2014, au congrès qu'organisait l'organisation à Monaco pour son centième anniversaire, par Meng Hongwei, alors vice-ministre chinois de la Sécurité publique. L'homme monte sur scène : il est temps, dit-il, de « faire le meilleur usage des ressources d'Interpol » pour traquer les terroristes et les fugitifs dans le monde entier – deux termes souvent utilisés par la Chine pour qualifier ses opposants politiques et les membres de la minorité ouïghoure. Un discours calqué sur celui qu'a prononcé quelques mois plus tôt le président de la République populaire de Chine devant la Commission centrale de contrôle de la

discipline du Parti : « Nous ne devons pas permettre que les pays étrangers deviennent un refuge pour certains éléments corrompus », a alors exhorté Xi Jinping. « Même si des éléments corrompus s'enfuient au bout du monde, nous devons les ramener et les traduire en justice. Nous devons les traquer pendant cinq, dix ou vingt ans... »

Promesse tenue : la Chine, deuxième contributeur d'Interpol après les Etats-Unis, affirme avoir eu recours à l'agence pour localiser, arrêter et rapatrier au moins 479 criminels présumés au cours de la dernière décennie.

Mais en 2016, deux ans seulement après le discours de Meng à Monaco, la Chine figurait parmi les dix pays ayant fait l'objet de plaintes et de demandes d'informations de la part de cibles de notices rouges et d'autres personnes, selon un rapport de la Commission de contrôle des fichiers (CCF) d'Interpol. Composée de juristes et d'experts indépendants, la CCF veille à ce que les données personnelles soient correctement traitées par l'organisation.

Considérations politiques

Dans les jours qui ont suivi son arrestation à Bordeaux, H. a été bombardé d'appels en provenance de Chine. Outre Jack Ma, deux autres amis et trois hauts responsables de la sécurité ont tous appelé avec le même message : le gouvernement chinois était prêt à retirer la notice rouge, à abandonner la demande d'extradition et potentiellement oublier les accusations de blanchiment d'argent s'il acceptait de prendre l'avion et coopérer dans l'affaire à charge du politicien, ressort-il du dossier judiciaire.

Finalement, H. n'a pas donné suite et, malgré l'insistance des autorités chinoises, la cour d'appel de Bordeaux a rejeté en juillet 2021 la demande d'extradition dont il était l'objet. La notice rouge contestée a, pour sa part, été supprimée en 2022 par la CCF. Comme près de 300 autres, cette année-là et tous pays confondus. « L'absence de ventilation par pays rend impossible l'identification des modèles d'utilisation abusive par les différents pays membres – une étape essentielle dans la lutte contre les abus à motivation politique », regrette l'avocat Charlie Magri, qui a été membre de la CCF.

Jack Ma et H., sollicités par l'ICIJ, n'ont pas souhaité commenter.

L'enquête de l'ICIJ confirme que la Chine a utilisé les ressources d'Interpol pour cibler des criminels, mais aussi des hommes d'affaires, des critiques du régime, des membres de minorités religieuses réfugiés à l'étranger. © ICIJ.

